COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1ER SEPTEMBRE 2026

RENTRÉE SCOLAIRE À PARIS : EMMANUEL GRÉGOIRE RECYCLE LES ANNONCES, MAIS LES MOYENS RECULENT

Alors que près de 288 000 élèves et plus de 55 000 personnels font aujourd'hui leur rentrée à Paris, Emmanuel Grégoire choisit Instagram pour présenter comme nouvelles des mesures qui existent déjà, répéter des promesses jamais tenues et masquer l'essentiel : **les moyens humains et budgétaires ne suivent pas.**

Cette opération de communication intervient pourtant dans un contexte particulièrement grave. Les familles parisiennes restent profondément marquées par les affaires de pédocriminalité dans le périscolaire et par la gestion défaillante des épisodes de fortes chaleurs de cet été. Elles attendent des garanties, des moyens et des résultats.

DES MESURES ANCIENNES PRÉSENTÉES COMME NOUVELLES

La gratuité du pass Navigo pour les moins de 18 ans n'est pas une nouveauté. Il s'agit d'un remboursement sur demande mis en place dès 2020, ce qui oblige les familles à faire des avances parfois énormes avec 2 ou 3 enfants ! Nous demandons l'automaticité et l'avance des frais par la Ville.

La distribution de kits de fournitures scolaires aux élèves de CP existe déjà depuis 2024. Nous estimons que tous les enfants doivent y avoir le droit tout au long de l'année.

Quant aux cours Oasis, Emmanuel Grégoire promet une nouvelle fois d'en créer 50 par an. Cet objectif avait déjà été annoncé en 2024. Il n'a jamais été atteint : seulement 41 cours ont été livrées à l'été 2025, puis 35 à l'été 2026.

Ce ne sont pas de nouvelles politiques publiques. Ce sont d'anciennes annonces recyclées pour les besoins de la communication du jour.

LE BUDGET DÉMENT LA COMMUNICATION DU MAIRE

Le budget supplémentaire adopté en juillet a ouvert 12,9 millions d'euros de crédits de paiement pour financer des travaux liés aux fortes chaleurs et des mesures de lutte contre les violences dans le périscolaire.

Mais, dans le même temps, la majorité municipale a annulé 23,2 millions d'euros d'autorisations de programme, dont 2 millions destinés aux cours Oasis et 4,6 millions à la rénovation énergétique de 200 écoles.

Au total, le solde des ouvertures et des annulations d'autorisations de programme consacrées à l'enseignement est **négatif de 5,8 millions d'euros.** Et aucun crédit supplémentaire de masse salariale n'a été ouvert.

Les décisions budgétaires de la majorité contredisent donc directement la vidéo d'Emmanuel Grégoire : les annonces s'accumulent pendant que les moyens reculent.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1ER SEPTEMBRE 2026

NI PLAN CLIMATIQUE NI RECRUTEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les seules cours Oasis ne suffiront pas à adapter les établissements scolaires parisiens aux conséquences du réchauffement climatique. **Le Nouveau Paris Populaire a donc mis en demeure la Ville de Paris pour inaction climatique et exigé un plan de rénovation chiffré, école par école**. À ce jour, Emmanuel Grégoire n'a toujours ni répondu ni rendu public ce plan.

Sur les moyens humains, le Maire annonce la déprécarisation de 2 000 agents vacataires. Leur stabilisation est nécessaire, mais transformer des contrats ne crée pas un adulte supplémentaire dans les écoles. Cette mesure ne répond donc ni au manque d'animateurs et d'encadrants ni à la nécessité de garantir partout les taux légaux d'encadrement. Aucun plan chiffré de recrutement supplémentaire n'est annoncé.

La gratuité de la cantine pour les enfants des familles les plus pauvres constitue une avancée obtenue grâce aux mobilisations des syndicats, des parents d'élèves et aux propositions du Nouveau Paris Populaire. Mais elle avait déjà été annoncée en juin et reste limitée aux familles relevant des deux premières tranches tarifaires.

LE NOUVEAU PARIS POPULAIRE DÉFEND UN VÉRITABLE PLAN POUR L'ÉCOLE PARISIENNE

Nous proposons :

- la gratuité réelle et automatique des titres de transport ;
- la gratuité de la cantine pour les trois premières tranches ;
- la déprécarisation de 4 000 agents vacataires permanents ;
- un plan pluriannuel de recrutements garantissant les taux légaux d'encadrement ;
- une refonte ambitieuse du projet pédagogique du périscolaire ;
- l'objectif de zéro enfant en situation de handicap privé d'accompagnement ;
- une planification précise et chiffrée de rénovation des écoles.

La perte de confiance des familles s'est déjà traduite cet été par une baisse de 16 % des inscriptions dans les centres de loisirs. Ce signal aurait dû imposer une rupture profonde dans la politique périscolaire parisienne.

On ne rétablit pas la confiance en recyclant des annonces sur Instagram.

L'école parisienne a besoin de personnels supplémentaires, d'investissements considérables et de sincérité. Emmanuel Grégoire doit désormais publier le plan de rénovation école par école, présenter un calendrier chiffré de recrutements et rétablir les crédits supprimés.